

# Double jeu en Ecosse

Qui est « in », qui est « out » ? 3/4  
A l'inverse de leurs voisins anglais, les Ecossais penchent pour le « remain », non sans arrière-pensées. Les velléités indépendantistes s'invitent dans le débat sur le « Brexit » et certains rêvent déjà d'un nouveau référendum

JEAN-BAPTISTE CHASTAND

GLASGOW, EDIMBOURG (ROYAUME-UNI) -  
envoyé spécial

Parmi les petites maisons de ce quartier populaire de l'est de Glasgow, les trois jeunes militants de la campagne officielle pour quitter l'Union européenne (« Vote Leave ») ne visent que celles inscrites sur leur feuille. « Un algorithme basé notamment sur les revenus nous dit là où c'est le plus efficace de frapper, pour se focaliser sur les électeurs censés être le plus indécis », explique Ben Sears, 22 ans, look d'adolescent sage à peine sorti des études. Il est employé pour quelques semaines par « Vote Leave » pour organiser la campagne anti-UE sur un terrain normalement hostile : celui de l'Ecosse réputée favorable à l'Europe.

A chaque porte, Ben et ses camarades Euen et Daniel, tous deux membres du Parti conservateur, distribuent leur prospectus et essaient d'identifier rapidement si les électeurs potentiels penchent plutôt pour le « leave » ou le « remain ». Leur position est immédiatement retranscrite dans un tableau, afin de pouvoir relancer les indécis. Dans ces pavillons très modestes, entourés de petits jardins souvent mal entretenus, voire jonchés de déchets, les habitants ne sont visiblement pas très friands de politique. « Ils se fichent souvent de l'UE. On en a qui ne savent même pas ce que c'est », avaient prévenu les trois jeunes gens.

Les rares habitants qui ouvrent leur porte et qui s'intéressent au sujet prennent toute fois poliment le tract. Le plus souvent, ils ne cachent pas pencher pour la sortie. Les trois garçons n'ont, la plupart du temps, pas besoin de mettre en avant leurs arguments bien rodés sur le manque de démocratie de Bruxelles ou les risques migratoires. Au bout d'une heure et demie, les fiches de Ben recensent une large majorité de partisans du « leave ». Ce quartier de Glasgow est pourtant censé être un bastion du Parti national écossais (SNP, indépendantiste), largement majoritaire dans la région, et qui milite officiellement pour rester dans l'UE. « Mais le SNP ne fait même pas campagne, on ne les

voit pas », raille Ben.

En ce début juin, la campagne en Ecosse est, de fait, complètement atone, alors que le scrutin a lieu le 23 juin. Rien à voir avec les passions du référendum d'indépendance de 2014 qui avait divisé la région et suscité une participation record. Si la première ministre écossaise SNP, Nicola Sturgeon, brille sur les plateaux télé en contredisant avec conviction les arguments des eurosceptiques conservateurs, son parti semble, cette fois, absent du terrain. Ses responsables plaignent la fatigue. « On sort tout juste d'une élection régionale en mai, nous avions demandé que le référendum ait lieu plus tard », explique Humza Yousaf, jeune ministre écossais des affaires européennes et responsable de la campagne du SNP. Il s'est simplement contenté de distribuer quelques tracts le week-end à deux rues de son bureau, mais n'a pour l'instant participé à aucun événement de campagne, ou presque.

« Les avantages de l'Union européenne sont évidents, récite pourtant le ministre. La protection des travailleurs, nos exportations qui vont massivement en Europe, les Ecossais qui sont de grands voyageurs. » Mais le SNP, marqué à gauche, a refusé de participer à la campagne officielle des pro-UE (« Stronger In ») soutenue par le premier ministre conservateur britannique David Cameron, accusé de couper massivement dans les dépenses publiques. « On ne veut pas faire la campagne avec lui, on est complètement opposés à sa vision », explique Humza Yousaf pour se différencier des arguments très pro-business de Cameron, qui suscitent le malaise dans l'électorat de gauche.

Le SNP a beau jeu de rappeler qu'il n'a pas demandé ce référendum, fruit d'une bataille politique au sein du parti de David Cameron, afin de faire taire son aile la plus eurosceptique. « Je ne fais pas campagne car ce n'est pas ma bataille, c'est la bataille de Westminster », rôle par exemple Charles Buchan, un conseiller local du SNP, rencontré à Peterhead, au nord-est de l'Ecosse. Même quand le SNP vante fièrement son attachement à l'Europe, il n'est pas complètement dénué d'arrière-pensées.

DISCUTER DES MODALITÉS DU DIVORCE

Alex Salmond, ex-premier ministre écossais qui avait annoncé sa démission dès l'échec du référendum sur l'indépendance, le 19 septembre 2014, l'a expliqué clairement. A 61 ans, l'ancien leader du parti et toujours député influent compte bien profiter du référendum sur l'UE pour remettre la question de l'indépendance de l'Ecosse à l'agenda. « Si vous avez une situation dans laquelle l'Ecosse vote pour rester et que le reste du Royaume-Uni, ou l'Angleterre, traîne l'Ecosse dehors en votant pour sortir, cela justifierait à mon avis un nouveau référendum », a-t-il glissé, lors d'un débat sur la BBC fin mai. Et d'ajouter qu'il pourrait se tenir dans les deux ans de période de négociation prévue pour discuter des modalités du divorce entre le Royaume-Uni et l'UE. Pour Alex Salmond, nul doute que le résultat serait alors tout à fait différent : « Je pense que ce serait oui, cette fois-ci. »

Au Parlement écossais, l'écrasante majorité des parlementaires locaux et l'ensemble des partis se sont exprimés pour le « remain ». Les sondages donnent le camp du maintien gagnant en Ecosse, alors qu'il est au coude-à-coude avec le « out » en Angleterre. Et les quelque 3 millions d'électeurs écossais pèseront bien peu dans le résultat final par rapport à la trentaine de millions de voix britanniques. De quoi légitimer une nouvelle consultation aux yeux de certains nationalistes. D'autant que, lors du référendum, les élites britanniques et européennes avaient largement fait campagne contre, assurant que l'Ecosse indépendante n'aurait aucune garantie d'être automatiquement membre de l'UE. Le programme du SNP prévoit ainsi que le parlement écossais puisse organiser un nouveau scrutin « s'il y a un changement de circonstances significatif, tel qu'une Ecosse tirée à l'extérieur de l'UE contre notre volonté ». Mais d'ici à ce que ce scénario se réalise... La première difficulté est de faire comprendre aux Ecossais qu'ils doivent voter contre le « Brexit », tout en espérant que le reste du Royaume-Uni vote pour.

« Je ne vois pas pourquoi on sortirait d'une union de 60 millions de personnes pour rester dans une autre de 500 millions, d'autant que l'UE est une organisation dans laquelle l'élite

non élue décide des règles», se moque ainsi l'une des rares figures du SNP à défendre la sortie de l'UE, l'ancien député Jim Sillars. « Si on sort de l'Union européenne, avec toute la douleur que ça va causer, vous pensez vraiment qu'on va encore s'ajouter de la douleur en sortant du Royaume-Uni? », abonde Willie Rennie, leader du parti libéral démocrate (pro-UE) en Ecosse, qui accuse Alex Salmond de « polluer » la campagne pour le maintien avec ses arguments sur l'indépendance.

L'autre souci est que les Écossais ne seront pas forcément aussi pro-UE qu'attendu, si l'on se réfère à l'ambiance de campagne. « Même en Ecosse, il y a beaucoup de gens qui pensent qu'il faut quitter l'Union européenne. J'ai même rencontré un indépendantiste acharné qui m'a dit qu'il ne s'était jamais senti aussi britannique que maintenant », défend ainsi Willie Rennie lors d'un débat dans la petite commune rurale de Glenrothes. La salle à moitié vide qui l'écoute poliment ce soir-là ne dément pas. « J'ai voté pour l'Europe en 1975, mais l'Union européenne a tellement changé depuis, ce n'est pas pour ça que j'avais voté », explique Tricia, retraitée de 64 ans et électrice du SNP. Pour elle, les arguments complexes de Alex Salmond sur l'indépendance pèsent bien peu.

#### UNE CONFUSION INQUIÉTANTE

Selon les sondages, un tiers des électeurs du SNP devraient voter pour la sortie. Certains défendant même ouvertement le « out » pour espérer un nouveau référendum d'indépendance. Une confusion qui a inquiété jusqu'à Nicola Sturgeon. Elle a dû rappeler à « ceux qui allaient décider de leur vote jeudi en fonction de l'indépendance » que leur « postu-

lat ne marcherait pas si l'Ecosse vote pour la sortie aux côtés du reste du Royaume-Uni ».

Dans les rues d'Edimbourg, des partisans du « Brexit » essayent de convaincre les indépendantistes de préférer « l'indymax » (l'indépendance maximale, hors de l'UE) à « l'indylite » (l'indépendance légère, dans l'UE). Quitte à prétendre que la meilleure façon de défendre la pêche écossaise, secteur stratégique, est de sortir de l'UE et de ses quotas. Les arguments de Jim Sillars, membre de l'aile gauche du parti et déjà opposé à l'adhésion à la communauté économique européenne en 1973, rencontrent eux un véritable écho

chez une partie de la base des puissants syndicats écossais. S'ils soutiennent officiellement le maintien dans l'UE, des militants trotskistes prônent dans tous les débats la sortie, en dénonçant la liberté de circulation des travailleurs européens, accusée de faire baisser les salaires écossais. « Cette inquiétude existe en effet chez nous, mais ce n'est pas la majorité des points de vue », veut croire Helen Martin, du congrès des syndicats écossais.

Même si le scénario de Salmond se réalise, encore faudra-t-il convaincre Londres de laisser se tenir un nouveau référendum. « Salmond n'a de toute façon pas de mandat pour cela », juge Jim Sillars. Le référendum de 2014 n'avait d'ailleurs été accepté par Westminster qu'après la victoire du SNP aux élections régionales de 2011, qui en avait fait son principal argument de campagne. Mais cela n'a pas été le cas lors des récents scrutins, dans lesquels le SNP a perdu sa majorité absolue. « Légalement, le Parlement écossais n'est pas en mesure d'organiser un nouveau référendum d'indépendance », assure James Mitchell, professeur à l'université d'Edim-

bourg et spécialiste du SNP.

Et d'ailleurs, une Ecosse indépendante serait-elle prête à abandonner la livre? Ou à supprimer la liberté de circulation avec une Angleterre située hors de l'UE? « Même indépendante, l'Ecosse conservera une relation très proche avec l'Angleterre. Une frontière fermée sera difficile à vendre », constate James Mitchell.

Consciente de ces difficultés, Nicola Sturgeon s'est d'ailleurs bien gardée d'être aussi claire que son prédécesseur dans les débats auxquels elle a participé. « Elle est vraiment prudente, elle ne fera un second référendum sur l'indépendance que si elle est sûre de le gagner. Et, quand on regarde les sondages, ce n'est pas certain que ce soit le cas, même si le Royaume-Uni sort de l'UE », assure James Mitchell. La première ministre écossaise, tout juste 45 ans, a, au contraire, largement été saluée comme la défenseuse de gauche la plus convaincue du « remain », surtout en comparaison des ambiguïtés du travailliste Jeremy Corbyn. Un constat partagé dans tout le Royaume-Uni. ■

**« JE NE FAIS PAS CAMPAGNE POUR LE "IN" CAR CE N'EST PAS MA BATAILLE, C'EST LA BATAILLE DE WESTMINSTER »**

**CHARLES BUCHAN**  
conseiller local du Parti national écossais

